

ANTICAPITALISTES!

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

*Israël, bras armé des
grandes puissances occidentales,
poursuit sa guerre génocidaire*



Contre la guerre et le capitalisme

1^{er} Mai internationaliste !

APRÈS LE SUCCÈS DE 2023
EN 2024,
**LA SOUSCRIPTION
CONTINUE !**

**OBJECTIF 300 000€
AU 1^{ER} MAI !**

» PAIEMENT EN CHÈQUE OU EN LIGNE :
nouveaupartianticapitaliste.fr/souscription

A propos du NPA

Lors du congrès du NPA, les 9, 10 et 11 décembre 2022, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser la scission du NPA, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : *« Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution ! »*

La revue du NPA 33 s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Rendez-vous sur le site national du NPA :

<https://nouveaupartianticapitaliste.fr>

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito	p.3
Dans l'éducation	p.4-5
<ul style="list-style-type: none">« On trie les déchets, pas les élèves ! »Epidémie de collèges morts en GirondeMobilisation pour le retour à une semaine de 4 jours d'école (Bègles, Créon, Lormont, Mérignac)	
Nos vies, pas leurs profits	p.6-10
<ul style="list-style-type: none">« Le social se bat pour tout le monde, tout le monde se bat pour le social ! »Non à la privatisation des Intercités !Gers : grève victorieuse des postier-esNon aux attaques d'Attal et du patronat contre les chômeurs et le précaires !La direction de Safran EP fait son showComment réarmer la paix ?Bulletins d'entreprise	
Internationalisme	p.11
<ul style="list-style-type: none">Le combat continue contre les CRA, centres de rétention administrative, ni ici, ni ailleurs !Fête du Newroz le 31 mars à Artigues	
Leur société	p.12-13
<ul style="list-style-type: none">Un toit et des papiers pour tou.tes !Fin de la trêve hivernaleChristine Bost nouvelle présidente de Bordeaux Métropole, la cogestion continue...Logement en crise en Gironde	
Elues NPA	p.14
<ul style="list-style-type: none">La commune de Cenon se plie aux coupes budgétaires du gouvernementLormont : assez d'argent public pour le privé, contrôle des comptes publics par la population !	
NPA33	p.15
<ul style="list-style-type: none">« Les inégalités explosent, la révolte aussi... Le capitalisme s'enfoncé dans sa crise, préparons un monde nouveau ! », une réunion débat du NPA33	
Féminisme	p.16
<ul style="list-style-type: none">Un 8 mars de lutte internationaliste et radical	

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)
Paiement des abonnements par chèque à l'ordre de Monica Casanova., en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse.

Israël, bras armé des grandes puissances occidentales au Moyen-Orient, poursuit sa guerre génocidaire

Israël poursuit méthodiquement son entreprise de liquidation du peuple palestinien et de réappropriation de la bande de Gaza. Ses destructions meurtrières ont transformé les villes de Gaza, de Khan Younès en champs de ruines. Un million et demi de réfugiés sont piégés à Rafah dans le sud de la bande de Gaza, sans abris, sans soins, affamés. La violence de l'armée israélienne contre les populations civiles est inouïe. L'hôpital al-Shifa à Gaza a été transformé en champ de mort par la soldatesque de Tsahal, des centaines de corps de malades, de personnels et de réfugiés déchiquetés par les armes, morts par manque de soins et de nourriture. C'est toute la bande de Gaza qui entre littéralement en état de famine alors qu'Israël bloque des centaines de camions d'aide humanitaire à la frontière égyptienne.

Hypocrisies humanitaires des grandes puissances

Face à une telle barbarie, Biden fait mine d'élever quelques protestations humanitaires et des remontrances à Netanyahu. Il faut dire qu'en pleine campagne pour sa réélection, il se heurte à la révolte d'une partie de la population américaine, de la jeunesse qui manifeste contre la guerre d'Israël et son soutien au peuple palestinien. Les USA n'ont même pas voté la résolution du conseil de sécurité de l'ONU du 25 mars qui se limitait à « un cessez-le-feu immédiat pour le mois de Ramadan » et ils auraient tous les moyens, s'ils le voulaient, de contraindre Netanyahu à ouvrir les frontières pour permettre l'acheminement de vivres et de médicaments. Au lieu de cela, ils continuent de livrer sans conditions armes et munitions à l'État israélien.

Israël, instrument de l'offensive guerrière des puissances occidentales au Moyen-Orient

Israël prépare l'offensive contre Rafah, un nouveau bain de sang et de terribles souffrances pour les derniers réfugiés. « Nos forces se préparent à la poursuite de leurs missions ... dans la zone de Rafah », a déclaré le ministre de la Défense, Yoav Gallant. « La guerre n'est pas terminée » selon le chef d'Etat-major Herzi Halevi, elle sera « longue » et « d'une intensité variable ».

Les protestations de Biden et de ses alliés, dont Macron, ne sont que mensonges et faux-semblants pour tenter de masquer leurs véritables objectifs, que leurs multinationales aient les mains libres pour continuer à piller les peuples de la région riche en pétrole et en gaz naturel dont un gisement a été découvert au large de Gaza en 2000. Le contrôle du Moyen Orient s'inscrit aussi dans la stratégie des USA pour sauvegarder leur hégémonie mondiale face aux puissances émergentes, contre la Chine, et cela passe par la soumission de l'Iran.

Union des peuples et les travailleurs contre la fuite en avant militariste

Israël multiplie ses attaques au Liban contre le Hezbollah, en Egypte, Irak, Yémen et dernièrement en Syrie directement contre l'Iran en détruisant un bâtiment consulaire iranien à Damas, tuant plusieurs hauts responsables. La folie colonisatrice de l'Etat sioniste qui revendique une « guerre multiforme » menace d'embraser l'ensemble du Moyen Orient.

Elle enferme la population israélienne elle-même dans une fuite en avant militariste sans issue, qui la soumet à l'extrême-droite et aux intégristes religieux. Les travailleurs et la population d'Israël n'en sortiront qu'en rompant avec le sionisme, qu'en construisant une solidarité des opprimés de toute la région. Il n'y aura de paix et de démocratie sans la rupture des uns et des autres avec le poison du nationalisme, que ce soit celui de Netanyahu ou du Hamas, pour construire des États-Unis socialistes du Moyen Orient, seuls à même de garantir leurs droits aux Palestiniens et Israéliens.

Soutenir le peuple palestinien, combattre la fuite en avant guerrière des puissances impérialistes, au Moyen Orient, en Ukraine, en Afrique ou ailleurs c'est, pour nous, combattre ici notre propre gouvernement, soutien de l'Etat sioniste et serviteur des intérêts capitalistes occidentaux. C'est opposer aux parasites fauteurs de guerre, l'union des travailleurs et des peuples, la solidarité internationaliste.

A partir de ce mois d'avril, le prix de notre revue passe à 2 € le numéro. Il n'avait pas augmenté depuis janvier 2013.

L'abonnement avec envoi postal passe à 25 € les 10 n°.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

« On trie les déchets, pas les élèves ! »

Mardi 2 avril, l'intersyndicale de l'Education appelait à une nouvelle journée nationale de grève contre le choc des savoirs et les groupes de niveau au collège, pour des moyens, des postes et l'embauche de personnels. Après les journées de grève du 1er février, puis de l'ensemble de la Fonction publique le 19 mars où le cortège était animé principalement par les enseignant-es et plus particulièrement celles et ceux des collèges, cette nouvelle journée, bien qu'elle n'ait pas atteint les chiffres de grévistes du 1er février témoigne d'une mobilisation qui se poursuit et qui s'organise.

Les journées nationales de l'intersyndicale, vécues comme des journées sans lendemain et sans perspective pour construire le rapport de force nécessaire pour faire reculer le gouvernement sur ses réformes et arracher de véritables

moyens pour l'école, suscitent peu d'intérêt, voire de la lassitude alors que la colère des enseignant-es et des personnels est profonde.

Elle a éclaté dans les collèges où les profs refusent d'appliquer le choc des savoirs d'Attal qui consiste entre autres à organiser le tri des élèves dans des groupes de niveaux au collège, séparant les « bons » des « mauvais ». Ils refusent cette sélection sociale qui va fermer les portes du lycée et des études supérieures aux jeunes des milieux populaires, les plus en difficulté sociale et les orienter vers l'apprentissage et le marché du travail comme chair à patrons peu ou pas qualifiée.

Plusieurs journées « collèges morts » ont été organisées en collaboration avec les parents, à l'appel de la FCPE, une quarantaine sur le département, avec deux rassemblements devant le rectorat. Le

mouvement, très suivi a témoigné du fort soutien des parents d'élèves qui, malgré les difficultés n'ont massivement pas envoyé leurs enfants au collège. De nouveaux « collèges morts » sont en préparation.

Dans les AGs de collèges ou de secteur géographique comme sur la Rive droite se discutent les moyens d'informer les parents d'élèves et les collègues des écoles à qui on demandera dès le CM2 de préparer le tri des futurs 6èmes. Des équipes de profs se sont constituées pour distribuer des tracts d'information à la porte des écoles, qui s'adressent aux parents et aux enseignant-es du premier degré. Elles ont organisé des réunions publiques de discussion parents-enseignants, comme celles qui ont eu lieu à Floirac, Lormont et Cenon. Dans une école de Lormont où une collègue a organisé une réunion avec les parents, les profs du collège voisin sont venus expliquer la réforme. Le refus du choc des savoirs s'exprime aussi dans des motions de conseils d'administration de nombreux collèges, des rassemblements locaux...

C'est cette organisation et cette démocratie à la base qui permettent de faire de chacun un militant du mouvement et que la mobilisation devienne l'affaire de tous, pour l'élargir dans un mouvement d'ensemble de toute l'Education.

Christine Héraud



Epidémie de collèges morts en Gironde

A Pessac (Noès) et Villenave d'Ornon (Pont-de-la-Maye)

Nées au coeur de la mobilisation sur les retraites en 2019-2020, pour résister à l'essoufflement du mouvement, les opérations « collège mort » se sont à nouveau invitées dans la lutte contre le « choc des savoirs » et les fameux « groupes de niveaux », consacrant la pratique du tri social à l'école.

Au collège du Pont de la Maye, à Villenave d'Ornon, les enseignants ont eux-mêmes pris l'initiative de demander aux parents de ne pas envoyer leurs enfants au collège, en soutien à la mobilisation. Résultat : 30 élèves présents sur 850 !

Ailleurs, comme au collège Noès de Pessac, c'est la FCPE, suivant une décision de ses instances nationales, qui a relayé ce même message auprès des parents. Là, ce sont 2/3 des élèves qui ne sont pas venus.

Dans des dizaines d'autres établissements de Gironde (9 le 21/03, 20 le 28/03, encore une dizaine le 4/04...), l'opération a rencontré un franc succès.

Ce moyen nouveau de libérer du temps pour organiser la lutte, et de ressouder des salarié-es en tension, suscite une forte adhésion chez les personnels et permet aux parents d'exprimer de manière forte leur opposition à la politique éducative du gouvernement.

Vincent

A Sauveterre

Lors de la grève du 2 février les parents se demandaient pourquoi nous étions si nombreux, environ 80 %, à faire grève. Nous avons tracté sur le marché et discuté, rencontré d'autres parents, à qui on a proposé, s'ils le souhaitaient, de se réunir afin de leur expliquer la réforme. Du coup, ils se sont mobilisés. Lors du 1er collège mort, les profs étaient favorables et ont trouvé positif. Le deuxième, jeudi 28, quelques-uns ont fait cours. Nous n'étions que deux grévistes lors de la grève pour les salaires dans la Fonction publique le 19 mars, et 11 le 2 avril contre le choc des savoirs. Si les élèves sont contents de ne pas avoir cours, les profs ne croient plus aujourd'hui à la grève. Lors d'une heure d'information syndicale, ils ont demandé à ce que les syndicats proposent d'autres formes d'action, sans avoir eux-mêmes d'autres propositions.

Dans le sud Gironde, le 4 avril, dans 7 collèges les parents ont fait collège désert, n'envoyant que 10 % des élèves en cours. Une réussite qui montre que leur soutien aux enseignant-es ne faiblit pas. Les collèges de Sauveterre, Monségur et La Réole étudient la possibilité d'une « non rentrée » après les vacances.

Yves

A Bassens

Nous avons appris par l'intersyndicale éduc que des actions collèges morts se construisaient dans le département le jeudi 21 mars. A une dizaine d'enseignant-es, nous avons fait le choix d'entrer dans le mouvement, nous avons donc échangé avec la FCPE (parents d'élèves) et distribué des tracts deux jours avant pour informer les familles que nous nous mobilisons contre la réforme. Le jeudi nous avons seulement une vingtaine d'élèves sur les 550 du collège. Ce fut donc un succès.

Nous avons profité de la journée pour échanger entre enseignant-es et parents, et décidé d'organiser une réunion d'information pour les parents du collège et des écoles de Bassens le mardi 2 avril. Le but était d'expliquer notre démarche, notre combat : la mise en place d'une réforme élitiste organisant un véritable tri social en totale contradiction avec nos valeurs éducatives. C'est le risque de perdre le sens de notre travail et de dégrader encore et toujours nos conditions de travail.

C'est une attaque réactionnaire contre le service public d'éducation, il faut se mobiliser, pour notamment les plus fragiles qui subiront un collège du tri social et un accès difficile au bac pro et au lycée général et technologique. Plus qu'une attaque, cette réforme fait partie d'un plan de libéralisation de l'école et d'une mise au pas de la jeunesse avec le SNU et la mise en place de l'uniforme. Il faut ne rien exclure pour imposer le rapport de force et gagner : pas de rentrée en Gironde, des grèves pendant les examens...

Tanguy

Mobilisation pour le retour à une semaine de 4 jours d'école : lutte commune à Bègles, Créon, Lormont et Mérignac

Alors que plus de 93 % des communes sont revenues à une semaine de 4 jours d'école, la fin annoncée du fonds de soutien au développement des activités périscolaires qui finance ces activités dans les communes à 4,5 jours d'école (il devait être supprimé en 2023-2024, et se trouve actuellement en sursis), a relancé dans ces dernières la lutte des enseignant-es pour un retour à la semaine de 4 jours d'école.

D'autant que parmi les dernières communes girondines connaissant un rythme scolaire de 4,5 jours, Bassens et Cenon viennent de revenir à 4 jours.

Dans un contexte où les conditions de travail dans les écoles sont particulièrement détériorées, le rythme de 4,5 jours d'école constitue une dégradation supplémentaire.

Les enseignant-es mobilisé-es à Bègles, Créon, Lormont et Mérignac dénoncent cette inégalité de traitement, mais également une libéralisation de l'école et une territorialisation, avec un pouvoir laissé à la main des seules mairies. En effet l'entêtement de quelques maires montre l'arbitraire auquel le pouvoir local soumet l'organisation de notre travail.

Cette mobilisation, portée par une intersyndicale CGT Educ'action, FSU-SNUipp et SNUDI-FO, a permis de fédérer une lutte simultanée dans les 4 communes, à partir de réunions intersyndicales. Plusieurs rassemblements ont eu lieu devant les mairies depuis début février, forçant celles-ci à recevoir des délégations d'enseignant-es et parents d'élèves. Des distributions de tracts et des réunions ont permis d'informer ces derniers sur les revendications portées.

A Bègles, le conseil municipal a été envahi 2 fois et un communiqué a pu être lu par 2 enseignant-es le 26 mars lors du deuxième envahissement.

A Lormont, ce communiqué a été lu au Conseil municipal par l'élue du NPA le 14 avril.

Face à des mairies au début droites dans leurs bottes, la nécessité d'accroître le rapport de forces s'est faite sentir. C'est ainsi qu'une grève a été décidée pour le jeudi 28 mars dans les 4 communes engagées dans la lutte. Ce jour-là, 21 écoles étaient fermées avec 200 enseignant-es grévistes. Des rassemblements ont été organisés devant chaque mairie (celui de Lormont donnant lieu à un envahissement de la mairie), et un autre, rassemblant les collègues des 4 communes a eu lieu devant la DSDEN. Alors qu'une délégation était reçue, une AG spontanée décidait une nouvelle journée de grève le 9 avril, d'autres initiatives, en lien avec les parents pour un mercredi matin « écoles mortes » (les parents ne mettent pas leurs enfants à l'école en signe de protestation).

Depuis, un nouveau rassemblement a eu lieu le lundi 8 avril devant la mairie de Mérignac, au moment du conseil municipal.

Les différentes mairies ont fait preuve d'une certaine fébrilité, ce qui montre que la mobilisation fonctionne : celle de Lormont par exemple téléphonant à des parents d'élèves en disant que s'ils ne mettaient pas leurs enfants à l'école le mercredi, on leur supprimerait la CAF, ajoutant même de façon mensongère que les enseignant-es touchaient des indemnités REP+ servant à rémunérer leur présence le mercredi matin.

Cette mobilisation réunissant des collègues de 4 communes est une réussite. La construction de ce mouvement dans chacune permet au personnel de mener une lutte commune et unitaire, notamment par la grève.

Christophe Otharan

« Le social se bat pour tout le monde, Tout le monde se bat pour le social ! »

Ce 4 avril, nous étions plus de 500 dans les rues de Bordeaux contre les multiples attaques que subissent les travailleur-ses du secteur social, bas salaires, précarité, annonce par le gouvernement d'un million d'économies, menace de baisse des financements par les départements, etc. Des remises en cause dont les conséquences sont dramatiques pour celles et ceux auprès de qui les travailleur-ses sociaux interviennent, habitant-es et jeunes des quartiers populaires, personnes dépendantes, handicapé-es, une population qui subit de plein fouet l'inflation, la dégradation des conditions de vie, de travail, les attaques contre les chômeur-ses, le mal logement, la casse des services publics de la santé, de l'éducation... qu'accompagne une campagne du gouvernement et des classes dominantes contre les plus pauvres et précaires.

La manifestation était appelée dans le cadre d'une journée nationale du secteur social et médico-social, impulsée par le *Collectif national du Travail social en Lutte* à laquelle appelaient SUD et CGT, à l'occasion de « négociations » dans le cadre de la refonte des conventions collectives du secteur que refusent les travailleurs sociaux. Bas salaires (les grilles de salaire du secteur démarrent sous le SMIC), prime Ségur toujours pas versée à plusieurs catégories de salarié-es, conditions de travail épuisantes, démissions,

burn-out et taux d'absentéisme qui explosent dans de nombreux services provoquant des fermetures... tout le secteur est en crise.

On estime à 50 000 le nombre de postes actuellement vacants nationalement. 150 000 départs à la retraite sont prévus d'ici 2025 et le nombre d'étudiant-es qui se dirigent vers les instituts de formation de travail social a chuté.

Faire des forces, prendre confiance pour préparer la suite

Dès le début du rassemblement place de Bourgogne, le plaisir de se retrouver nombreux-ses, ensemble pour se battre se voyait et s'entendait. Educ's de rue, de l'aide sociale à l'enfance, assistant-es sociales, administratif-ves, étudiant-es de l'IRTS (Institut régional du travail social)... c'est une même révolte qui s'est faite entendre à pleins poumons tandis que les bigophones passaient de mains en mains : « *Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, les travailleurs précaires, de cette société-là on n'en veut pas* » ; « *C'est pas au patronat de faire sa loi, la vraie démocratie elle est ici* »... « *Résistance !* ».

Localement, la journée avait été préparée



et organisée par les syndicats SUD santé sociaux et CGT Action sociale mais aussi par le Collectif qui s'est constitué autour de travailleur-ses et militant-es éducateur-trices de la prévention, majoritairement non syndiqué-es et qui ont largement contribué à animer la manifestation, en l'approvisionnant à la fois en sandwiches et autres tartes... et en slogans.

A l'arrivée, pour tous-tes, cette réussite appelait des suites. Lors des prises de parole devant l'hôtel du Département, une militante a appelé à se retrouver nombreux-ses le 1er mai, évoquant la possibilité d'un cortège du social au sein de la manifestation. Et de prochaines dates de mobilisation du secteur se discutent, le 19 mai et en juin, pour s'opposer au projet de refonte des conventions collectives que les syndicats patronaux voudraient finaliser le 20 juin.

Correspondante

Non à la privatisation des Intercités !

Ces derniers jours, le gouvernement et les patrons SNCF ont décidé de privatiser l'activité « SNCF Intercités ». Dès 2026, les lignes Bordeaux-Nantes et Nantes-Lyon devraient passer dans une filiale de droit privé. En 2031, c'est l'ensemble des lignes Intercités qui pourraient être privatisées.

SNCF Intercités, ce sont des trains longues distances. Ils permettent d'aménager le lien entre les territoires. Lorsque des grandes villes ne sont pas reliées entre elles par des TGV, on met en place ces trains qui équilibrent l'offre, comme l'ensemble des trains de nuits et des lignes comme Bordeaux-Marseille, Bordeaux-Nantes, Nantes-Lyon.

Contrairement au TER, géré par les conseils régionaux, c'est l'Etat qui est l'autorité organisatrice. Mais ce gouvernement méprise les cheminots et les usagers. En plus de vouloir attaquer notre droit de grève, de supprimer FRET SNCF à compter du

1er janvier 2025, il n'a aucun scrupule à continuer son entreprise de destruction avec cette privatisation.

Les conséquences pour les travailleur-ses et les voyageur-ses sont majeures. De nombreux emplois de cheminots dits « sédentaires » seront supprimés et déqualifiés. Les conducteurs de trains dits « roulants » seront affectés sur une ligne et une locomotive. C'est la fin de la diversité dans nos métiers. La grande majorité effectueront des missions répétitives, ennuyeuses dans le temps et donc dangereuses à moyen terme pour la sécurité des circulations. Pour pallier aux difficultés qu'engendrent ce fonctionnement et ce mode d'organisation, les patrons vont former quelques conducteurs qui seront autorisés sur toutes les lignes et toutes les locomotives. Ils seront en astreinte et en déplacement toutes les semaines et seront payés quasiment deux fois plus que leurs collègues.

Gers : grève victorieuse des postier·es

Après 37 jours de grève, les 16 factrices et facteurs du bureau de Mirande (Gers) ont repris le travail sous l'acclamation de militant·es syndicaux après avoir fait céder la direction de la Poste par une grève inédite pour le département.

Le 30 janvier, 100 % des salarié·es titulaires ont répondu à l'appel de SUD PTT et de la CGT FAPT contre une énième réorganisation visant à supprimer 4 emplois, soit près de 20 % du bureau. Une annonce qui n'est venue que renforcer les plans d'austérité de la Poste, particulièrement en milieu rural comme dans le département du Gers qui ne compte plus que 500 postier·es contre 1000 en 2010. Concrètement pour les facteurs et

les factrices du bureau, cette réorganisation signifiait devoir parcourir 160 km par jour au lieu des 110 km actuels, déjà impossibles à couvrir dans les délais.

Les salarié·es, dont la majorité n'avait jamais fait grève, sont entré·es timidement en mouvement persuadé·es de retourner au travail le lendemain et ont été eux-mêmes surpris·es par la confiance et la combativité qu'ils gagnaient jour après jour. Ils ont pu compter sur la solidarité des usager·es à Mirande, petite ville de 2000 habitant·es, ainsi que des maires des plus de 40 villages concernés pour remplir la caisse de grève.

Les mensonges de la direction devant la presse, ses propositions ridicules comme

celle de travailler pendant les jours de repos pour ne pas avoir à le faire aux heures de grande chaleur, ses courriers méprisants n'ont fait que renforcer la détermination des grévistes qui, présent·es tous les jours sur le piquet ont voté chaque soir à l'unanimité la reconduction. Peu à peu, chacun·e a pu prendre en charge des tâches politiques y compris les négociations avec la direction qui étaient au départ menées par les responsables syndicaux. Sur le piquet, la colère bien au-delà des réorganisations s'exprimait sur les salaires, l'accessibilité aux services publics, l'inflation...

Le 7 mars, au soir du 37ème jour, la direction qui était restée inflexible a finalement cédé aux grévistes en suspendant la réorganisation et octroyant un poste en plus pour l'été. Mais elle a d'ores et déjà annoncé proposer un nouveau projet dans quelques mois. Les salarié·es, eux, renforcé·es par les puissants liens de solidarité créés pendant 37 jours, se tiennent prêt·es à riposter et repartir en grève jusqu'à l'abandon total du projet par la direction.

Charlotte



Pour les voyageurs, c'est une augmentation du prix du billet qui est à prévoir. Se pose également la question de l'entretien du réseau. Il y a fort à parier sur une augmentation des temps de parcours et les correspondances... Un vain mot !

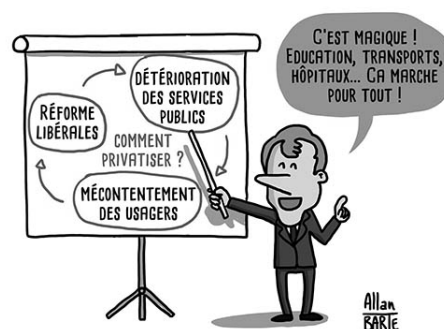
Les patrons du privé ne supportent pas de voir autant d'argent public leur échapper. Le gouvernement Macron répond donc à leurs exigences. Il fait croire que le mode d'organisation actuel ne fonctionne pas et promet que la concurrence c'est libérer les initiatives et baisser les prix. Mais la réalité c'est qu'ils s'en foutent. Pour eux, la privatisation répond à leurs volontés capitalistes de faire du fric, de favoriser une toute petite partie de la population, quitte à précariser les travailleurs du rail et ne pas répondre aux exigences d'urgence climatiques.

Nous, travailleur·es, nous pensons qu'il faut développer cette offre SNCF Intercités en multipliant les lignes, les arrêts, investir dans du matériel. A l'instar des hôpitaux et des écoles, nous pourrions proposer des billets gratuits, tel un vrai service public.

Seule notre mobilisation, usagers, voyageurs et cheminots pourra infléchir ces politiques pour remettre nos trains sur de bons rails.

Lionnel

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



Non aux attaques d'Attal et du patronat contre les chômeurs et précaires !

L'offensive redouble contre les chômeur-es, les précaires, et toutes les travailleur-es.

Le 27 mars, Attal s'est prononcé pour une réduction de la durée d'indemnisation de l'assurance chômage qui serait ramenée à 12 mois. Son obsession affichée est de « combattre les trappes à inactivité », une politique cynique pour culpabiliser celles et ceux qui sont au chômage, ou au RSA, en les accusant de profiter des aides sociales. L'attaque vise à affaiblir l'ensemble des travailleurs en diminuant leurs droits, pour les pousser à se soumettre aux conditions d'exploitation toujours plus dures qu'exige le patronat pour faire ses profits en temps de crise.

Attal cible aussi « l'allocation de solidarité spécifique [ASS] qui prolonge l'indemnisation du chômage et permet, sans travailler, de valider des trimestres de retraite. Or nous avons une conviction forte

et cohérente : nous considérons que la retraite doit être le fruit du travail. Par conséquent, nous proposerons la suppression de l'allocation de solidarité spécifique et sa bascule vers le RSA ». Une attaque violente contre les 271 000 allocataires de l'ASS et contre leur retraite... pour dégager sans doute près de 55 millions d'économies pour l'Etat sur l'ASS dont le financement serait transféré aux départements qui versent le RSA... et des centaines de millions pour les caisses de retraites, en réduisant les droits des allocataires de l'ASS.

Après la loi travail El Khomri de 2016, les ordonnances Macron de 2017, les réformes de l'assurance chômage qui ont réduit le montant puis la durée de l'indemnisation en 2018 et 2022, les casses successives de la retraite, et la réforme du RSA avec les 15 heures d'activité imposées qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 2025, c'est un nouveau coup particulièrement brutal qui se prépare.

Si les directions syndicales ont fait des déclarations de protestation contre la politique d'Attal, aucune initiative n'a été lancée contre ce recul social qui frappe l'ensemble du monde du travail, avec ou sans emploi. De même, l'Inter-syndicale est restée totalement silencieuse sur toutes ces attaques pendant toute la séquence de lutte contre la réforme des retraites.

Il y a urgence à construire la mobilisation, c'est pourquoi le collectif des Fauchés Solidaires appelle toutes les organisations du mouvement social à une initiative unitaire le jeudi 25 avril, à 18h Place Pey Berland à Bordeaux.

Correspondants

Depuis octobre 2023, le collectif des Fauchés Solidaires s'est créé à l'initiative d'AC ! Gironde. Il regroupe à la fois des organisations et des militants (NPA 33, l'Union locale CGT Bordeaux Centre, AG de lutte) et des camarades précaires, et s'est constitué pour lutter contre les attaques du gouvernement Macron à l'encontre de tous les salariés, les précaires et les privés d'emploi.

NOUVELLES RÉFORMES : CHÔMAGE, RETRAITE ...



La direction de Safran Electrical and Po

La direction de Safran Services a fait le tour des sites en France pour faire le bilan de l'année 2023, annoncer la marge de 5,6 % réalisée en 2023 et tracer ses objectifs...

On y va ? On n'y va pas ? Boycotter, se sentir obligés, poser des questions, se retrouver tous ensemble alors qu'on est éclatés habituellement... Lors du débrief entre salariés, on a trouvé que la direction était tendue, coupant la parole, pas à l'aise. Pas étonnant ! L'an dernier, à la même époque, elle était face à un mouvement de grève de près de la moitié des CDI de Mérignac qui avaient gagné la solidarité de leurs collègues et au-delà, et les grévistes s'étaient en partie barrés de leur meeting. Le divorce depuis un an est bien consommé.

« Ne prenez aucun risque ! »

La direction s'est dite préoccupée du « fort taux d'accidents du travail »... pas pour notre santé, mais parce qu'il « est venu entacher les chiffres de la Business Unit ».

« Ne prenez aucun risque » a-t-elle dit... belle hypocrisie ! Comme si nous étions responsables de nos propres accidents du travail ! Mais quid des conditions de travail, de l'organisation générale, du manque de personnel, du manque de matériel, du manque de protection ? Pas un mot de leur part si nous, les salariés, ne mettons pas notre réalité sur la table. Pas un mot non plus sur le droit de retrait ou de tout autre droit dont nous disposons, quand on est face à une situation dangereuse ! Bin non, faut pas

Comment réarmer la paix ?

Mercredi 3 avril a eu lieu une formation syndicale CGT « Paix et désarmement » à l'union locale de Mérignac. Nous étions 35, un succès, signe que la situation de guerre permanente à l'échelle du monde, avec un focus sur la Palestine et l'Ukraine, questionne et inquiète bon nombre de militants, et pas seulement du secteur de l'armement.

Dans les topos, les camarades pointaient une situation inquiétante avec le capital, cause des guerres avec 90 points chauds dans le monde. Ils exprimaient aussi le regret que « la culture de la paix » se soit dissoute, « ceux qui en parlent sont traités de tous les maux ». Ils questionnent aussi sur la « fabrication d'armes (qui) nous percute de plein fouet », dénoncent l'escalade guerrière de Macron au côté de Kiev... mais restent prisonniers

du nationalisme ambiant qui leur fait dire « honte à la France d'être aux côtés des Etats-Unis » et « on est médaille d'argent en vente d'armes ».

Les camarades défendaient le pacifisme de la CGT qui dénonce le capitalisme qui mène à la guerre, et en même temps entretient des illusions sur une voie diplomatique pour régler les conflits et sur l'ONU... La CGT se positionne pour une défense nationale, pour défendre sa souveraineté en cas d'attaque extérieure,

avec un pôle public de défense tout en militant pour une coopération syndicale pour lutter contre la concurrence entre les peuples.

Nous étions trois camarades révolutionnaires, NPA, LO et RP. Nous avons pu intervenir sur la nouvelle période du capitalisme qui se caractérise par une concurrence exacerbée du capital financiarisé à l'échelle de la planète depuis l'intégration



des anciennes colonies et de l'ancienne URSS dans le marché mondial, avec le prolongement de la guerre économique sur le terrain militaire, l'économie de guerre qui se met en marche en dépouillant les budgets sociaux. Nous avons combattu l'idée de paix durable dans un système instable. Le camarade de LO appuyait le fait que la guerre est le produit du capitalisme, que la CGT pourrait rajouter dans ses cahiers revendicatifs l'expropriation des capitalistes, et que

l'économie passe sous le contrôle des travailleurs pour leur retirer tout pouvoir de nuire. Nos interventions ont permis de discuter de quels intérêts communs nous avons avec un Etat qui nous fait la guerre économique et qui nous engage dans la guerre. Quelle défense nationale alors que l'armée française ne sert qu'à intervenir en Afrique, au Moyen-Orient, pour défendre les intérêts des grands groupes ?

Quelle position de la CGT en cas d'envoi de 20 000 soldats français en Ukraine ?

Un jeune syndiqué de Dassault : « la crise sociale et la crise écologique ont la même racine ; le capital en voulant toujours plus accumuler mène à la guerre. Dans les deux cas, la solution est la même, la lutte pour la justice sociale mais le problème qui se pose à nous est énorme ».

Il posait aussi le problème d'être un travailleur

chez Dassault et en même temps militant pour la paix : « c'est un fait mais c'est de la dissonance cognitive » et quoi répondre aux collègues, quand ils disent « tu veux qu'on pointe au chômage ? », « Que faire au niveau de nos entreprises ? ».

Le climat était vraiment à la discussion et à l'écoute. Le débat a été riche pour comprendre la complexité de la période et certains exprimaient le besoin de faire de la politique pour bagarrer pour la paix.

Correspondante

wer fait son show

exagérer : ça entacherait aussi les chiffres et la production doit sortir.

Autre réalité mise sur la table : le « burn out » ou « épuisement professionnel ». Plusieurs collègues ont été touchés et ont été en arrêt maladie pour cette raison. Une intervention a permis de dénoncer le fait que ces arrêts maladie sont en réalité des accidents du travail masqués, non déclarés et payés par la collectivité. Ce sont les conditions de travail même qui sont à l'origine de cet épuisement mais le problème est inversé et la caractérisation ramène à l'individu et à sa capacité à supporter sa charge de travail. Cette « médicalisation » du durcissement de l'exploitation peut avoir l'effet de culpabiliser celui qui en est victime, de se

juger : pas assez organisé, ne sait pas prioriser...

L'épuisement professionnel est un phénomène bien réel, de plus en plus courant. Ainsi, selon l'Institut de veille sanitaire, 480 000 personnes en France seraient en détresse psychologique au travail et le burn-out en concernerait 7 %, soit 30 000 personnes sur le territoire français. Une étude du cabinet Technologia révèle un chiffre bien plus inquiétant : 3,2 millions d'employés, c'est-à-dire 12 % de la population active, présenteraient un risque de burn-out.

A Safran comme ailleurs, il s'agit d'en faire une question collective de résistance à la surexploitation.

Correspondante

Bulletins d'entreprise

Bulletin Santé du NPA 33

Non-assistance à santé en danger

Près de 6 800 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés en 2022 à l'hôpital selon les statistiques de la Dress (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) parues en décembre 2023... Et seulement 2 600 places d'hospitalisation ambulatoire ont été ouvertes ! De 2013 à 2022, ce sont 38 600 lits d'hospitalisation complète qui ont été officiellement définitivement supprimés, sans compter les multiples fermetures ponctuelles dans d'innombrables services par manque de personnel, certains lits restant fermés des mois, voire plus.

Une politique dont les conséquences sont dramatiques avec un accès aux soins de plus en plus difficile pour de nombreux usagers, et parfois impossible.

Depuis la crise Covid, de nombreux soignants ont quitté et continuent à quitter le milieu de la santé, révoltés et écœurés par leurs conditions de travail, la dégradation de la prise en charge des patients, le gâchis de l'effondrement du système de santé.

Contrairement aux effets d'annonce du gouvernement, cette année encore, 600 millions d'euros d'économies sont prévues dans le secteur de santé, qui ne peuvent qu'amplifier la colère qui gagne.

Code Rouge, bulletin des informaticiens anticapitalistes

A CGI, les travailleurs du projet META4 montrent la voie !

A l'heure où nous diffusons Code Rouge (28 mars), les travailleurs du projet META4 – dont la Caisse des Dépôts est le client – sont en lutte depuis le 26 février où une grève a démarré. Leurs revendications, c'est ce qui nous manque à toutes et tous : des embauches et une augmentation générale de 7500€ brut annuels, soit environ 450€ net par mois. La direction de CGI a bien vite compris ce qu'il se passait, car au bout de quelques heures le responsable de projet a dû revenir de congé et depuis, ce sont même ceux de la Business Unit grand ouest qui ont fait le déplacement. Nos collègues se sont organisés par eux-mêmes et s'adressent à ceux des autres projets pour essayer d'étendre leur mouvement, en recueillant à ce jour près de 200 signatures, dont plusieurs dizaines chez le client. Ils prennent conscience de leur force de travailleurs, qui pourrait être notre force à nous aussi si on s'en mêlait en reprenant leurs revendications. Nous devons saisir toutes les

Des négociations salariales dans le privé

Dans la santé privée, les négociations annuelles obligatoires (NAO) ont débuté dans de nombreuses cliniques. Depuis plusieurs années, les patrons des cliniques privées mettent en avant le Ségur 1 (fin 2020) et le Ségur 2 (fin 2021) pour ne quasiment pas augmenter les salaires, alors que l'inflation flambe. Certains ont octroyé des Primes de Partage de la Valeur (PPV) sur lesquelles ils sont exonérés de cotisations sociales, ce qui contribue à creuser les déficits de la Sécu et des caisses de retraite.

Depuis la crise Covid, ces établissements ont bénéficié des largesses de l'Etat : garanties de financement en cas de baisse d'activité, financement des primes des urgences, des services de réanimation, soins continus, post opératoires, parfois supérieur à ce qui a été réellement versé aux salariés concernés. Mais la musique est la même : pas question d'augmenter les salaires !

Dans quelques établissements, des grèves ont démarré à l'occasion des NAO pour des augmentations de salaires comme dans une clinique de Ramsay à Caen où les salariés sont en grève depuis un mois pour 75 € nets d'augmentation ou dans un Ehpad du groupe Korian dans le Val d'Oise depuis 15 jours pour 300 nets pour tous. Cela donne des idées...

opportunités pour discuter de leur grève, avec eux et entre nous, voir comment nous pouvons les soutenir et que leur mouvement devienne celui de nous tous !

Cap Gemini: Il faudra aller chercher les augmentations nous-mêmes

Pour la grande majorité des collègues de Capgemini, les augmentations annuelles sont inexistantes. Et pour les quelques personnes qui ont eu l'honneur d'être « récompensées » (une petite minorité !) les augmentations s'élèvent autour de 3 ou 4 %. Pourtant, d'après les mots de la direction elle-même, l'année dernière était parmi les plus productives. La justification de nos dirigeants, c'est qu'il faudrait se préparer à une année qui s'annonce difficile. Sauf que les chiffres des deux premiers mois de 2024 les font mentir. Ils sont meilleurs que 2023 pour beaucoup d'équipes. Largement de quoi augmenter tout le monde. Des augmentations de salaire en net, comme ce que revendiquent les grévistes de CGI, qu'il faudra aller chercher nous-mêmes.

Le combat continue contre les CRA, centres de rétention administrative, ni ici, ni ailleurs !

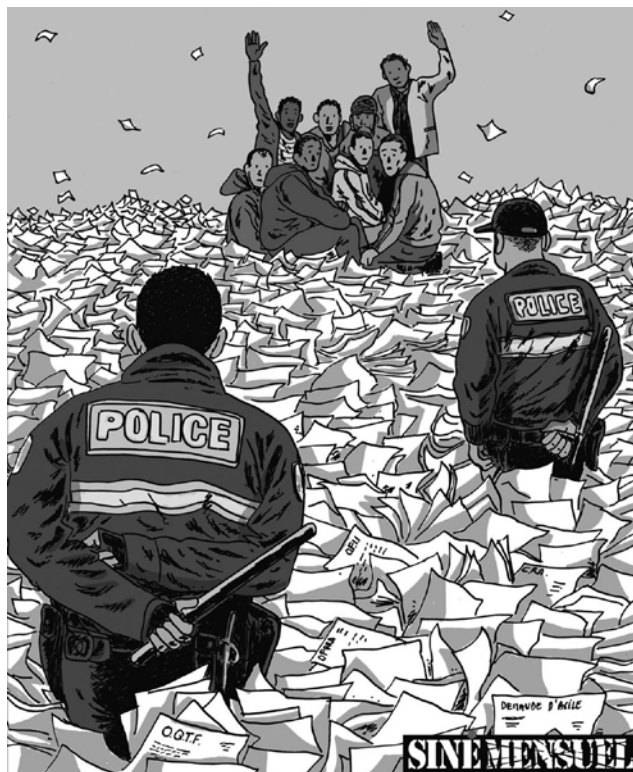
La bataille contre la construction d'un nouveau super-CRA à Mérignac continue, même si après un échange de terrain entre la Métropole et l'Etat, à l'initiative d'Anziani, ancien président de la Métropole et maire de Mérignac et de Bost, la nouvelle présidente, le marché public de la construction a été attribué en toute discrétion à Bouygues.

Des démarches juridiques ont été engagées par le collectif AntiCRA Bordeaux « ni ici ni ailleurs », dans le maigre espoir de compliquer les opérations, mais l'essentiel de la bataille est politique et les militant-es associatif-ves et politiques (dont du NPA33) ou individuel-les qui le composent sont surtout soucieux de saisir les occasions possibles pour militer contre l'enfermement des étranger-es et pour la liberté de circulation et d'installation pour tous-tes.

Après de récentes participations à des initiatives de sensibilisation avec entre autres l'ASTI, le CLAP 33, mais aussi la tentative de camarades du collectif d'intervenir lors d'une réunion du réseau Anvita¹ (où contrairement aux engagements pris par l'élue y représentant la ville de Bordeaux, ils n'ont pu avoir la parole qu'en toute fin quand la

salle se vidait...), la dernière réunion du collectif a discuté d'intervenir lors d'un prochain conseil municipal à Lormont. Monica Casanova, élue NPA, a proposé au collectif d'y déposer une motion contre la construction du nouveau CRA et pour dénoncer le LRA de Cenon, lieu de rétention administrative qui échappe, encore plus que les CRA, à tout contrôle public.

Isabelle Ufferte



Pour se tenir informés de l'actualité des CRA au-delà de Bordeaux, on ne peut que conseiller la lecture du MiCRACosme, revue rédigée par les intervenantes de la Cimade au sein du CRA de Bordeaux, par ailleurs membres du collectif, dont le dernier numéro vient de sortir, disponible ici : <https://www.lacimade.org/publication/micracosme-n35-mars-2024/>

1 – L'Anvita, « association nationale des villes et territoire accueillants » qui prétendent développer une politique d'accueil des migrant-es... a parmi ses membres les municipalités de Bordeaux et de... Mérignac ! Tout un symbole !

Fête du Newroz le 31 mars à Artigues

Les camarades du Conseil démocratique kurde de Bordeaux ont invité l'ensemble des militants antiracistes et antifascistes à leur traditionnelle fête du nouvel an kurde.

Ce fut un rassemblement convivial d'environ 200 personnes venant de tout le Département. Dans leur allocution, ils ont évoqué un contexte difficile où la victoire du maire d'Istanbul contre le candidat d'Erdogan pouvait réjouir, des militants affirmant lucidement qu'il s'agissait là « d'un socialiste comme Hollande ici ».

Nous avons été invités à prendre la parole. Nous avons exprimé notre solidarité internationaliste en dénonçant l'ennemi qui est dans notre pays, le capitalisme, notre bourgeoisie et le gouvernement Macron soutien d'Erdogan et de Netanyahu dans sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien.

Des camarades du NPA-Philippe Poutou ont lu un communiqué en soutien aux emprisonnés kurdes dont Firaz Korkmaz, militant de 24 ans réfugié en France et livré le 27 mars menotté, ligoté et bâillonné à la Turquie par l'État français après un séjour en CRA.

Deux militants de la CGT Construction, invités par des membres kurdes du syndicat, ont dénoncé la loi immigration qui pourra permettre l'expulsion de camarades de travail sur les chantiers.

Correspondante

Un toit et des papiers pour tou·tes !

Les expulsions de squats sont devenues tristement « banales » dans la métropole depuis plusieurs années. Une des dernières en date, celle de l'immense village de caravanes, tentes et abris de fortune à Bordeaux-Lac sur l'ancien terrain du GAN, à côté du Parc des expositions et du stade Matmut. Des centaines de personnes originaires essentiellement de Roumanie et Bulgarie y vivaient, dont de nombreux



enfants, la plupart déjà chassés du bidonville de la rue Dangeard, à Bordeaux, évacué en février. La plupart avaient déjà été expulsés il y a un an de celui de Courréjean à Villenave d'Ornon où jusqu'à 2000 personnes avaient trouvé refuge sur l'ancien site de la fête de l'Huma.

Beaucoup sont travailleur·ses saisonnier·es dans la vigne que les propriétaires et autres châteaux exploitent sans scrupules sans se soucier le moins du monde de leur logement et des conditions de vie.

Rompus à ces terribles moments, les occupant·es n'ont pas attendu l'évacuation annoncée pour le 28 mars. La veille, certains expliquaient aux journalistes : « On est censé travailler dans les vignes ce matin. On a tous des contrats en cours. Mais on n'y est pas allés. On est restés pour essayer de trouver un

nouveau terrain pour nos familles. Pour les mettre en sécurité ». Le matin, les forces de l'ordre venues en nombre ont trouvé le terrain abandonné.

A Pessac, c'est le squat Bellevie qui est condamné. Ce squat, aménagé il y a trois ans par ses habitant·es et l'aide de militant·es et voisin·es dans un bâtiment alors désaffecté appartenant à la Métropole, suite à l'incendie d'un précédent lieu de vie, était jusque-là toléré. La métropole veut aujourd'hui récupérer les lieux pour en faire un parking... et a lancé une procédure d'expulsion, devenue exécutable à tout moment. La plupart des habitant·es, d'origine africaine, travaillent, entre autres comme livreurs. Et comme dans tous les lieux de vie précaires de la métropole, squats, bidonvilles, villages de tentes, l'accès à des logements salubres et à loyer accessible leur est impossible. Que ce soit pour absence de papiers, de contrat de travail officiel, et toujours de revenus dérisoires, toute une fraction des travailleur·es sont contraints à l'errance.

I.U.

Fin de la trêve hivernale

« Environ 140 000 personnes sont menacées d'être expulsées de leur logement » estimait la Fondation Abbé Pierre il y a quelques jours alors que prenait fin la trêve hivernale. Cela alors que les lois n'ont cessé de se durcir depuis des années, la dernière en date, la loi Kasbarian du nom du député qui l'a portée, devenu depuis ministre du... logement. Cette loi « régressive en matière de prévention des expulsions, a fragilisé trente ans d'avancées dans ce domaine » dénonce la fondation, elle divise entre autres par trois les délais pour quitter les lieux.

Le 27 mars, à Bordeaux, Médecins du monde organisait un rassemblement « la rue nuit gravement à la santé » dénonçant non seulement la fin de la prétendue « trêve » mais aussi le fait que nombre de sans-abris sont condamnés à vivre dans la rue toute l'année. « En Gironde, 4 850 personnes sont à la rue et plus de 7 200 foyers sont exposés » dénonce l'association. « T'es stressé ? T'as tes règles ? Ton enfant est malade ? [...] Imagine à la rue ».

Christine Bost de Bordeaux Métropole,

Le 15 mars dernier, la maire PS d'Eysines, Christine Bost, a été élue présidente de Bordeaux Métropole suite à la démission d'Alain Anziani. A part le fait que c'est la première femme à accéder à cette fonction, il n'y a pas de changement à en attendre sur le plan politique. C. Bost est une notable socialiste patentée du microcosme politique local. Comme l'écrit la presse, elle a « grandi en politique à côté de Pierre Brana », ancien maire socialiste d'Eysines à qui elle a succédé il y a 16 ans, après avoir été conseillère municipale pendant une mandature. Elle cumulait jusqu'à cette élection son statut de maire avec celui de vice-présidente de la métropole et d'élue au Conseil départemental (depuis 23 ans), dont elle était aussi 1ère vice-présidente, fonction dont elle doit démissionner pour raison de non-cumul.

Logement en crise en Gironde

En Gironde plus de 12 000 personnes n'ont pas de domicile personnel, 4 850 personnes se retrouvent dans des squats, à la rue, ou dans un hébergement d'urgence (sources Fondation Abbé Pierre, fin 2023), subissant de plein fouet la misère grandissante et la pénurie de logements. La presse locale évoque le plus souvent cette « crise du logement » sur la Métropole par le biais du marché, des ventes, du crédit... en mettant au second plan ces conséquences sociales dramatiques.

Le site de Bordeaux Métropole confirme : « *Problèmes qui ne sont pas propres à la Métropole : explosion des coûts de construction, hausse des taux du crédit immobilier, terrains constructibles de plus en plus rares et chers. La situation est alarmante. Dans la métropole, pour 6,2 demandes de logement social, une seule est satisfaite !* ».

Un exemple frappant est celui du projet « Lumi », quatre bâtiments de 8 à 10 étages pour un total de 21 000 m² dans le nouveau quartier Euratlantique. La construction avait été lancée par une filiale de Fayat, un des plus gros groupes du BTP, puis arrêtée depuis 2019 au stade du gros œuvre, une structure en béton laissée en l'état (photo ci-dessous). La presse évoque alors un différend entre le constructeur et le donneur d'ordre, le bailleur social Clairsienne, sans préciser la nature du conflit. La livraison était prévue pour mars 2020 pour un budget de 62 millions



nouvelle présidente la cogestion continue...

Autant dire qu'elle est parfaitement adaptée aux ficelles politiques locales, raison pour laquelle Anziani, orfèvre en la matière, la considérait comme la meilleure option pour le remplacer, suivi par les élus PS, verts et PC de la métropole.

« *Vous n'imaginez pas à quel point je mesure l'honneur qui m'est fait d'être la 8ème personne derrière Jacques Chaban-Delmas, Michel Sainte-Marie, Alain Juppé, Alain Rousset, Vincent Feltesse, Patrick Bobet et Alain Anziani à présider notre intercommunalité.* » a-t-elle prononcé dans son discours d'investiture. C'est un bel hommage à des dizaines d'années de cogestion « droite-gauche » à la CUB puis Bordeaux Métropole et tout un programme...

Daniel Minvielle

d'euros. Il a fallu que Clairsienne remette 45 millions d'euros supplémentaires sur la table pour convaincre un autre constructeur, Eiffage, de terminer les travaux et réaliser 130 logements, des bureaux et 192 chambres universitaires, normalement d'ici fin 2026. Cinq ans de gabegie, de dégradation, et une enveloppe finale bien alourdie... dont les deux constructeurs privés auront bien profité dans un marché en pleine crise.

Le 7 mars, c'est l'Observatoire de l'immobilier du Sud-Ouest, une agence regroupant entreprises de l'immobilier, banques et organismes publics, qui publiait un rapport évoquant un « effondrement », une « chute », une « forte baisse » pour les transactions immobilières en 2023.

D'après eux, les ventes de logements neufs sur la Métropole ont reculé de 59% sur un an (- 80 % depuis 2019). La crise touche aussi la construction, avec moins de 9000 logements mis en chantier. Au niveau de l'ensemble du département, les mises en vente sont retombées au niveau d'il y a quinze ans, alors que la population a fortement augmenté, et les ventes réalisées ont été divisées par deux en un an.

73 % des ventes ont été réalisées par des propriétaires habitants le logement vendu, ce qui signifie que les entreprises comme les bailleurs et les promoteurs représentent moins de 30 % des ventes. Les capitalistes du secteur se retrouvent avec du stock sur les bras, des invendus (près de 4000 logements à vendre), dont une part de plus en plus grande est retirée de la vente (près de 750), sans doute en espérant des jours meilleurs. Le même phénomène touche aussi les terrains à bâtir : recul des ventes, délais de ventes qui rallongent... Les prix, eux, continuent de progresser. Une aberration du marché, alors que des milliers de personnes ne trouvent pas à se loger, que des milliers d'autres sont écrasées par des loyers ou des crédits trop chers.

Les collectivités territoriales au secours... des capitalistes de ce marché en crise

Dans ce contexte, sur son site, Bordeaux Métropole se félicite d'avoir contribué à « *la programmation de 3000 logements sociaux en 2023* », avec un fonds d'aide à la construction de 20 millions d'euros décidé en juin dernier. La nouvelle présidente de la Métropole, Christine Bost, vient de faire adopter une nouvelle

dotation de 35 millions (20 en 2024, 15 pour 2025 et 2026) pour 4000 logements sociaux supplémentaires. Une nécessité urgente bien sûr pour les milliers de personnes sans logements ou subissant des logements indignes, mais ces 20 et 35 millions pris sur nos impôts sont autant de cadeaux aux bailleurs privés et publics, qui reçoivent ces subventions, simplement conditionnées au fait de construire du logement social dans des délais rapides... dont ils tireront profit.

Une fois encore, l'argent public sert à alimenter les profits privés des constructeurs, des promoteurs, et des bailleurs. Sans oublier les banques qui fournissent les crédits complémentaires pour financer ces projets. Autant d'entreprises pour qui la question du logement est un bon moyen d'enrichir leurs actionnaires, y compris en temps de crise, grâce à l'intervention de l'Etat et de ses antennes locales.

Un parasitisme dont on pourrait avantageusement se débarrasser avec un service public de la construction et du logement social, sous le contrôle des travailleur-se-s et des usagers.

EM.

La commune de Cenon se plie aux coupes budgétaires du gouvernement

Le retour aux 4 jours pour les écoles était à l'ordre du jour des votes du conseil municipal du 25 avril.

A partir du moment où a été faite l'annonce du retrait de la subvention d'Etat au périscolaire en 2025, la municipalité l'a dénoncé et s'est déclarée « contrainte » de revenir aux 4 jours, disant qu'elle n'avait pas les 200 000 € pour maintenir les rythmes scolaires à 4 jours et demi.

L'affaire était entendue. Plus question de l'intérêt de l'enfant, des rythmes les plus à même de lui assurer la meilleure réussite scolaire... Il ne s'agit plus aujourd'hui que de considérations financières.

Les élus apparentés PC, qui ont défendu les 4 jours et demi, en s'appuyant sur les études des chrono-biologistes se sont abstenus.

Si la mise en place des 4 jours et demi en 2013 a pu représenter un avantage pour les enfants comme pour les enseignant-es en raccourcissant une journée d'école interminable, la réforme n'était pas allée jusqu'à remettre en cause les intérêts des lobbys touristiques et n'avait pas touché aux vacances scolaires, n'apportant pas vraiment l'amélioration souhaitée.

J'ai dénoncé le fait que l'organisation du temps scolaire ait été donnée aux communes qui en ont toujours décidé en fonction de leurs intérêts et aujourd'hui la font dépendre des restrictions budgétaires de l'Etat. Le temps scolaire doit être l'affaire des spécialistes de l'école, les enseignant-es et les personnels en collaboration avec les chercheurs, et avec les parents, pour la réussite de touTtes.

Aujourd'hui, les conditions de travail se sont tellement dégradées pour les enseignant-es, surplus de travail, manque de remplaçants, augmentation des effectifs, injonctions insupportables des hiérarchies, que la majorité des collègues souhaite revenir à une semaine de 4 jours, qui leur permette de libérer une matinée où ils puissent souffler un peu. C'est, solidaire de la revendication des collègues des écoles de revenir à 4 jours, que j'ai voté pour.

Christine Héraud – élue NPA Cenon

Lormont : Assez d'argent public pour le privé, contrôle des comptes publics par la population !

Le conseil municipal de Lormont du 14 mars a voté une participation de 4 millions d'euros de la Métropole pour aménager une route desservant surtout le futur hôtel de luxe du quartier Connexion (dit « Cascades »). J'ai voté contre.

De 3,5 millions en 2020, cet aménagement est passé à 4 millions en 2024. Lorsque j'ai demandé au Maire pourquoi cette augmentation et en quoi cette route était utile aux habitants, il est sorti de ses gonds, a parlé de « calomnie », de « diffamation », « d'atteinte à son honneur » faisant un parallèle inadmissible entre l'élue révolutionnaire et l'opposition d'extrême droite.

Braderie de terrains publics

Ce qui horripile M. Touzeau, c'est que je dénonce la vente au promoteur milliardaire Pichet de terrains de la Ville sept fois moins que leur valeur pour y construire 1100 logements et un hôtel 4 étoiles.

Cette sous-valorisation de terrains publics a représenté un énorme manque à gagner pour la commune qui, par ailleurs, a dû s'endetter pour financer, par exemple, la reconstruction de sa piscine.



Manque de transparence écologique

De plus, il n'y a pas eu d'étude d'impact environnemental sur l'évacuation des eaux en zone inondable, sur les problèmes de circulation et de bruit pour ce projet qui détruira par ailleurs une zone naturelle avec des espèces en voie de disparition, et augmentera un trafic déjà très dense.

Manque de démocratie

Ce projet a été porté par une Société d'Economie Mixte présidée par le premier Adjoint et le Maire. Ses activités ont été présentées une première et unique fois en 18 ans au conseil municipal en 2023, suite à l'action de l'association anti-corrup-tion Anticor révélée par la presse (Canard Enchaîné, FR3, Actu, Le Figaro, Sud-Ouest...) alors que la loi prévoit qu'elle le soit tous les ans.

Les comptes de cette SEM très peu transparente qui devaient être publiés en août 2023, ne l'étaient toujours pas le 14 mars 2024.

Pour le contrôle de la population sur les comptes communaux

La population de Lormont n'a jamais été consultée sur le nouveau projet qui à l'origine devait comprendre un centre aqualudique et seulement 300 logements.

Pas plus qu'elle ne l'avait été sur des emprunts qui se sont révélés toxiques contractés par la Ville en 2008 et dont elle paie encore aujourd'hui le prix avec une capacité de désendettement de 18,8 ans, un record.

C'est à la population de Lormont et de la Métropole de contrôler, de décider ce qui est investi, emprunté et dans quel but car c'est elle qui connaît ses besoins, qui ne sont pas ceux des profiteurs milliardaires.

Mónica Casanova, élue NPA à Lormont

« Les inégalités explosent, les révoltes aussi... Le capitalisme s'enfonce dans sa crise, préparons un monde nouveau ! »,

une réunion débat du NPA 33

L'objectif de cette réunion était de discuter des raisons qui font qu'alors que des richesses insensées s'accumulent entre quelques mains d'ultra-riches, que les Bourses sont en plein délire, le système économique mondial s'enfonce dans une crise qui prend une multitude d'aspects : ralentissement économique, inflation, appauvrissement dramatique des classes populaires, menace de krach boursier et d'effondrement financier du fait d'un endettement général de plus en plus colossal, crise environnementale, climatique et sanitaire, extension brutale des conflits militaires accompagnés d'une militarisation des esprits et de la société... Et quelles conséquences politiques cela implique, pour nous, militants révolutionnaires.

Propriété privée, exploitation salariale, concurrence : le capitalisme, c'est la crise

L'introduction et la riche discussion ont d'abord mis en évidence le fait que la situation actuelle n'est en rien la juxtaposition de crises indépendantes les unes des autres mais une seule et même crise, globale, celle du mode de production capitaliste sous les coups de sa propre logique interne.

Ce mode de production est fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, l'extorsion de la plus-value produite par le travail des exploités par le biais du salariat, ainsi que sur les lois du marché et de la concurrence. Il est le terrain de contradictions qui ne

cessent de s'accroître et dont la combinaison est le facteur principal de ses évolutions depuis ses origines en Angleterre au 18^{ème} siècle jusqu'au capitalisme mondialisé financiarisé actuel. Le réseau de multinationales qui structure aujourd'hui l'économie mondiale exploite les travailleurs du monde entier et détruit la planète. Il est l'aboutissement de ce processus au cours duquel, à travers les crises, les guerres et la lutte des classes, le mode de production capitaliste a réussi à surmonter pour un temps ses contradictions.

La crise globale qui le frappe est l'aboutissement de ces contradictions. Une partie de notre discussion a ainsi porté sur la question de savoir si, comme à d'autres moments de l'histoire, le mode de production capitaliste pourrait encore trouver une échappatoire à sa crise actuelle, de nouvelles possibilités d'expansion. Mais qu'il ait atteint ses limites ou pas, la vraie question qui se pose à nous face à une dégradation galopante et mortifère est de tout faire pour y mettre un terme en s'attaquant à la racine du mal, mettant à l'ordre du jour son renversement.

Pour changer le monde, changer le mode de production

Un autre point de la discussion a porté sur les voies par lesquelles un tel changement pourrait passer. La conquête du monde par le mode de production capitaliste s'est accompagnée, de la mise en place d'un réseau de production socialisé à l'échelle mondiale. Une immense classe



ouvrière s'est constituée, partageant une même culture, et assurant, par son travail, le fonctionnement de tous les rouages de la société. Elle a ainsi les moyens d'en prendre le contrôle, en expropriant les parasites, remplaçant le système financier privé par un monopole bancaire socialisé, placé sous le contrôle de l'organisation démocratique des « producteurs associés ». Le pilotage d'un tel système par le biais d'une planification largement rendue possible par le développement des nouvelles technologies, permettrait d'orienter efficacement les financements vers la production des biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins de chacun-e. C'est aussi la condition pour mettre un terme aux destructions de l'environnement et à l'épuisement des ressources, réorganiser des chaînes de production conçues dans la seule perspective du profit maximum dans un contexte de concurrence.

D.M.

**Contre la guerre et le capitalisme
1er mai internationaliste !**

Venez manifester dans le cortège du NPA

rendez-vous à venir sur notre site www.npa33.org

**Et après la manifestation, auberge espagnole,
débat et moment fraternel salle Victor Hugo, à Cenon**

Un 8 mars de lutte internationaliste et radical

La journée du 8 mars à Bordeaux a été une réussite. A l'image de toutes les villes en France, la mobilisation a été très importante en Gironde avec près de 8000 manifestant-e-s dans le cortège.

Comme à chaque rendez-vous maintenant, les visages qui composent ces manifestations sont majoritairement jeunes -mais pas que- et surtout très déterminés. La gravité des messages inscrits sur les pancartes dénonçant les violences sexuelles contrastait avec l'ambiance joyeuse et festive où chacun.e semble dire « nous sommes enfin ensemble, solidaires et nous ne nous laissons pas faire ».

Cette année la présence syndicale a été bien plus importante que les années précédentes : il y avait deux camions syndicaux et beaucoup de syndicalistes. Certes la grève féministe n'est pas encore une évidence mais il est clair que cette journée a permis de poser des bases de construction commune entre syndicats et collectifs féministes pour la préparer dans les années qui viennent.

Et de fait, à la fin de la manifestation, était organisée une Assemblée Générale des grévistes. L'objectif était de faire un bilan de la journée et de construire les perspectives pour la lutte à venir en lien avec l'élaboration de revendications. Cette AG a réuni plus de 150 personnes de divers horizons : étudiantes, jeunes travailleuses, mères, militantes syndicales, politiques et beaucoup se sont exprimées de façon très personnelle dans une ambiance bienveillante et militante.



Cette journée s'inscrivait également dans le contexte de la guerre en Palestine. Plusieurs cortèges dont celui de l'AG féministe avaient fait le choix de marquer un soutien politique clair au peuple palestinien. Sur la banderole de tête on pouvait lire « de Gaza à la Gironde, avec ou sans papier, on fait tourner la société : grève féministe, solidaire et sans frontière ».

L'avant-veille de la manifestation, l'AG féministe avait été sollicitée par un collectif soi-disant féministe de femmes juives souhaitant dénoncer les crimes commis par le Hamas lors du 7 octobre à l'encontre des femmes. Si le positionnement de l'AG est clair concernant le fait que le viol de guerre est un crime absolument insupportable, le choix avait été fait de leur refuser l'accès à la manifestation. En effet, après avoir lu leurs écrits, il est apparu que ce groupe n'avait rien de féministe. Créé au lendemain du 7 octobre, il appelle uniquement au soutien à l'Etat israélien et donc à sa politique génocidaire en cours. Ses actions se limitent à aller envahir les meetings de la France Insoumise en soutenant qu'ils défendent le Hamas. Enfin, ce groupe s'était

déjà illustré le 25 novembre dernier à Paris lors de la manifestation contre les violences faites aux femmes en attaquant, avec des membres de la Ligue de Défense Juive ou son équivalent le cortège d'Urgence Palestine. Bref, pour toutes ces raisons, l'AG avait notifié à ce groupe qu'il n'était pas le bienvenu et ne pourrait pas s'installer dans la manifestation, position soutenue par la suite par l'intersyndicale locale.

Pourtant le groupe a tenté de rentrer dans la manif. Une trentaine de femmes étaient encadrées par un groupe d'hommes très virulents, prêts à en découdre. Mais le service d'ordre de l'AG, composé d'une trentaine de filles dont la majorité n'avait jamais fait de service d'ordre leur a barré la route. Sans violence, de façon discrète mais ferme, soutenu par le service d'ordre de l'intersyndicale, le service d'ordre de l'AG a pu repousser ce groupe indésirable.

C'est une victoire politique qui permet d'ancrer fortement la lutte féministe dans la lutte anti coloniale, anti sioniste et internationaliste.

Chloé

Lisez **REVOLUTIONNAIRES**
le journal du NPA

